

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

AO SPS _ CNSMD CAMPUS ARTISTIQUE PHASE 0

Catégorie opération 2

3 QUAI CHAUVEAU
69009 LYON

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	24/02/2025	Plan Général de coordination
2	06/03/2025	Mise à jour des lots et du PGC
3	09/04/2025	Mise à jour suite à la visite sur site en date du 20 Mars 2025

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.8 DIVERS.....	12
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	13
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	13
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	13
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	13
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	15
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	17

3.5.1 Présence d'amiante	17
3.5.2 Présence de plomb	17
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	18
3.5.4 Travaux divers	18
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	18
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	19
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	19
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	20
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	21
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	22
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	24
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	24
5.2 CANTONNEMENTS.....	24
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	25
5.3.1 Mise en place bungalows	26
5.3.2 Cantonnement à étages.	26
5.3.3 Installation électrique.....	26
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	27
6.1 ORGANISATION.....	27
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	27
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	27
6.2.2 Interdiction de fumer	27
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
7.1 PPSPS	28
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	28
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
8 Annexes	29
Panneau : En cas d'accident.....	29

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

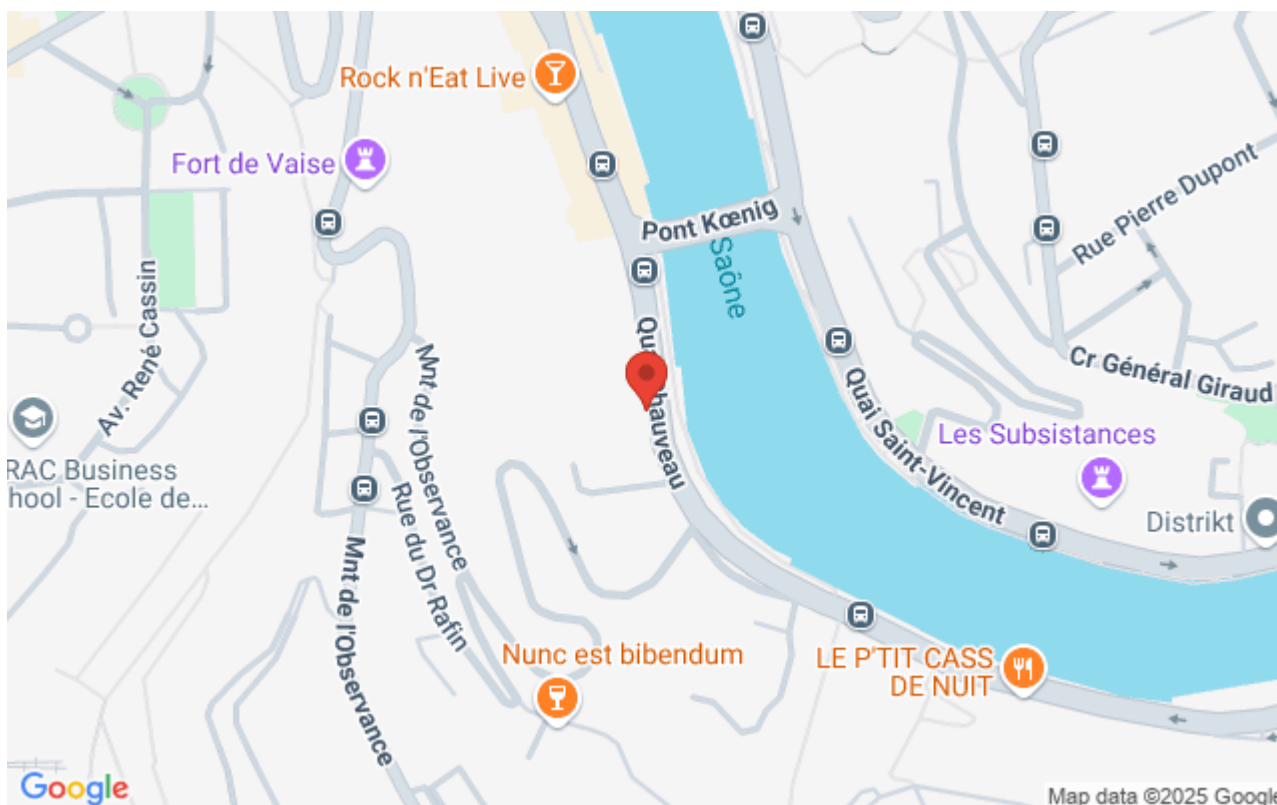
- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

AO SPS _ CNSMD CAMPUS ARTISTIQUE PHASE 0

3 QUAI CHAUMEAU
69009 LYON



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Le projet consiste à une mise à niveau technique du bâtiment Rhône pour permettre l'installation des activités actuelles du bâtiment Saône. Ce projet s'inscrit dans un cadre plus global de création d'un campus artistique sur l'actuel site du CNSMD. L'opération concernée par le présent rapport est dédiée au bâtiment Rhône.

Les travaux se feront en site occupé. Les entreprises interviendront sur un site en exploitation, notamment au niveau des entrées/sorties, circulations, accès etc et relève donc du décret 92 (Plan de prévention). Les entreprises devront compléter et signer le plan de prévention du site avant le début des travaux. Le décret 94, soumis à la coordination SPS, quant à lui concerne les chantiers clos et indépendants ce qui sera le cas une fois que la clôture de chantier sera installée. Le bâtiment Rhône est quant à lui libéré de tout occupant.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+2

Nature de la couverture / toiture

Non concerné par les travaux.

Nature des façades

Non concerné par les travaux sauf pour la dépose des groupes froids en façade.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	COM D UNIVERSITES ETS COMUE UNIV LY RUE PASTEUR 69007 LYON	
Maître d'oeuvre de conception	CIMES INGENIERIE 71, Rue Joseph et Humbert Richard 73290 LA MOTTE-SERVOLEX	
Exploitant	CNSMD 3, Quai Chauveau 69009 LYON	
Inspection du travail	DREETS UC3 8/10 Rue du Nord 69625 VILLEURBANNE CEDEX	TEL : 04 87 76 73 11
OPPBTP	OPPBTP 45 Avenue Leclerc Immeuble River Side 69007 LYON	TEL : 04 78 37 36 02
CARSAT	CARSAT RHONE-ALPES Antenne du Service Prévention 26 Rue d'Aubigny 69436 LYON CEDEX 03	TEL : 09 71 10 39 60

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°1 - Curage Second-Cœuvre
- N°2 - Maçonnerie
- N°3 - Serrurerie
- N°4 - Plâtrerie Peinture
- N°5 - Menuiseries intérieures et révision de menuiseries extérieures
- N°6 - Revêtements de sols
- N°7 - Faux plafonds
- N°8 - CVC Plomberie
- N°9 - Electricité CFO CFA & SSI

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 15/07/2025 pour une durée de 5 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 9.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n’effectuera l’inspection commune avec l’entreprise qu’après avoir été averti de l’obtention de l’agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu’exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d’ouvrage, l’exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans information à ce jour.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

- les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

- la DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établie par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **LOT 02**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : électricité (aérien ou enterré), gaz, eau potable, eaux usées, eaux pluviales, chauffage urbain...

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération : référence : 230135_p03 établit le 28.08.2023 par SOCOBAT. Ce même rapport a été mis à jour en date du 20 Mars 2025 en version 3.

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.
 - Mettre en place des moyens de protection collective.
 - Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tous les lots

2.5 PLOMB

Un rapport de repérage des matériaux contenant du plomb a été réalisé : 230135_p03 établi le 27.06.2023 par SOCOBAT. Ce même rapport a été mis à jour en date du 10 Mars 2025 en version 3.

Ce document sera joint au DCE.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tous les lots.

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les autorisations d'occupation de la voie publique sont à la charge des entreprises concernées.

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et/ou sur demande du CSPS, pourront décider de faire appliquer les mesures précédentes par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Portail et portillon existants		
Accès secondaire	Portail et portillon de chantier, accès depuis la voie publique. Cadenas à code ou équivalent à mettre en place.	Lot 04	Lot 04
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP propre à chaque salarié	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et/ou sur demande du CSPS, pourront décider de faire appliquer les mesures précédentes par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Le projet de plan d'installation de chantier, réalisé par le maître d'œuvre en concertation avec le CSPS, est joint au dossier de consultation des entreprises.

Sur la base de ce projet, le PIC phase réalisation sera réalisé par **le lot 04** en phase de préparation de chantier, et sera mis à jour autant que nécessaire à l'avancement du chantier.

Ce PIC devra préciser, pour chaque phase de l'opération:

- Le tracé des clôtures de chantier (le cas échéant), avec implantation des accès véhicules et piétons,
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les réponses aux DICT,
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier,
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par l'opération,
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires (signalisation) et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux,
- Le principe de circulation et voies, piétonnes, véhicules, engins intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (en fonction de la résistance des sols, du gabarit et de la déclivité),
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules,
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets,
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement,
- L'implantation des zones de stockage,
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'AEP,
- L'implantation des zones de cantonnement,
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repli,
- L'implantation des échaudages de pied.

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier et mis à jour par l'entreprise titulaire du **lot 05**

Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les entreprises interviendront sur un site en exploitation, notamment au niveau des entrées/sorties, circulations, accès etc et relève donc du décret 92 (Plan de prévention). Les entreprises devront compléter et signer le plan de prévention du site avant le début des travaux. Les flux piétons et véhicules / engins doivent être distincts.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	Voie stable et compactée, horizontale et balisée	PIC Selon le		
Aire de livraison	Voie stable et compactée, horizontale et balisée	Selon le PIC	Lot 04	Lot 04
Aire de stationnement	Voie stable et compactée, horizontale et balisée	Selon le PIC		
Signalisation	Signalétique des sens de circulation et règles de priorité	Selon PIC	Lot 04	Lot 04
Homme de manœuvre	Personnel désigné par chaque entreprise concernée	Toutes zones de chantier	entreprise concernée	entreprise concernée
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore et feu de recul	Sur chaque engin	entreprise concernée	entreprise concernée

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	De plain-pied dans un bâtiment existant et mis à disposition par le MOA.	Selon PIC	Lot 04	Lot 04
Cheminement cantonnement/chantier	De plain-pied.	Selon PIC	Lot 04	Lot 04
Séparation piétons/véhicules	Séparation physique entre le flux piéton/véhicule.	Selon PIC	Lot 04	Lot 04
Protection accès chantier	Cadenas à code et chaîne ou équivalent à mettre en place sur les entrées du bâtiment.	Selon PIC	Lot 04	Lot 04
Cheminement sur chantier	De plain-pied.			
Eclairage	Eclairage de chantier intérieur et extérieur	Toute zone de circulation horizontale et verticale	Lot 9	Lot 9

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Chariot élévateur	A définir sur PPSPS	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Transpalette/chariot	A définir sur PPSPS	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Autres moyens	Camion grue lors des livraisons.	Entreprise concernée	Entreprise concernée	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

La convention de prêt doit être réalisée au minimum 8 jours avant le levage avec étude d'adéquation et mise à jour du PPSPS si nécessaire.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Toute mise en commun de moyen de levage devra être faite sous convention de mise à disposition. Tout utilisateur doit être habilité et formé.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet

Lot chargé de l'entretien

Sans objet

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux corps d'état secondaires (menuiseries, plâtrerie, carrelage, serrurerie, etc...)	aire de stockage délimitée	Suivant PIC	définir A	selon les recommandations du fabricants.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier doit être maintenu dans un état constant de propreté.

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation de ses propres déchets.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Chaque poste	Quotidien	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage ou son représentant, le Maître d'œuvre et/ou sur demande du CSPS, pourront décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais et sous la responsabilité de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Tous les lots

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Tous les lots

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
Sans information à ce jour.				

3.5.4 Travaux divers

Arrêter les travaux par point chaud 2 heures avant de quitter le chantier.

Travaux générateurs de poussières, pas de co-activité et confinement de la zone.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Sur site en travaux	Lots 3, 8 & 9	Mise en place d'extincteurs plombés et vérifiés pour tous travaux par point chaud et/ou générant des étincelles sur le poste de travail.	Etablir un permis feu avant travaux par point et/ou générant des étincelles.
Application de produit toxique	Tous les lots	Dans un container adapté avec bac de rétention.		

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les protections collectives doivent être au minimum conformes au code du travail.

Lorsqu'une entreprise dépose une protection collective pour ses travaux, elle doit mettre en place au préalable une protection au minimum équivalente.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Garde-corps de hauteur > 1 m avec plinthe et lisse intermédiaire	Lot 02	Lot 02

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie petite dimension	Obturation d'épaisseur suffisante rigide (résistant au passage des salariés) et fixée mécaniquement.	Lot 02	Lot 02
Trémie grande dimension	Garde-corps de hauteur > 1 m avec plinthe et lisse intermédiaire	Lot 02	Lot 02
Châssis en façade sur allège < 1m	Garde-corps de hauteur > 1 m avec plinthe et lisse intermédiaire	Lot 02	Lot 02
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Garde-corps de hauteur > 1 m avec plinthe et lisse intermédiaire	Lot 02	Lot 02

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Non concerné par les travaux. Absences de grue, d'échafaudage de façades, d'engins etc.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	En intérieur	Corps d'état secondaires	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Chaque entreprise

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon le PIC du lot 4 Le lot 9 devra faire un estimatif des besoins de chacun afin de dimensionner l'installation électrique.	En période de préparation de chantier	Lot 9	Lot 9

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation cantonnement	Selon le PIC du lot 4	Au moment de l'installation des cantonnements.	Lot 9	Lot 9
Armoires secondaires	La distance entre le poste de travail et les coffrets ne doit pas excéder 25 m. Minimum 1 coffret par niveau y compris combles / sous sol et vide sanitaire. Les armoires électriques doivent être verrouillée, l'accès est réservé aux personnes habilitées.	A l'avancement	Lot 9	Lot 9
Eclairage circulation verticale	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	Lot 9	Lot 9
Eclairage circulation horizontale	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	Lot 9	Lot 9
Eclairage poste de travail	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

La superposition des tâche est interdite.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Curage	Lot 1	Selon planning	L'entreprise interviendra seul sans coactivité.	Lot 1
Création de réservations	Lots 2 et 8	Selon planning	Voir chapitre 3.6 concernant les protections collectives.	Lot 2
Menuiseries extérieures	Lots 2 et 5	Selon planning	Voir chapitre 3.6 concernant les protections collectives.	Lot 2
Serrurerie	Lot 2 et 3	Selon planning	Voir chapitre 3.6 concernant les protections collectives.	Lot 2

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais et sous la responsabilité de l'entreprise défaillante.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le 20/03/2025 Le Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite du site avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site (Mme HAMZA Rym & M.LAKHDARI Ahmed) et du Maître d'Ouvrage (PIQUEE Grégoire) conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail.

Les sujets abordés:

- Accès,
- Gestion des flux,
- Plan de prévention,
- Clôture,
- Stockage,
- Installation de chantier,
- Déchets,
- Permis feu.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Par le Quai Chauveau - LYON. La circulation est à sens unique.	Présence de riverains, portails d'accès aux propriétés voisines.	Ne pas bloquer les accès, respecter les signalisations, manœuvrer avec prudence.	Tous les lots	Tous les lots
Bruit dû au chantier	Ensemble du chantier	Site occupé.	les travaux bruyants doivent faire l'objet d'une communication auprès de la Maîtrise d'Ouvrage pour s'assurer de sa compatibilité avec les contraintes d'exploitation.	Tous les lots	Tous les lots
Interférence avec activité du site	Ensemble du site CNSMD.	Site occupé.	Respect absolu des zones identifiées sur le PIC, veiller à la sécurité permanente des usagers	Tous les lots	Tous les lots

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Eau potable	Lot 8	En période de préparation de chantier	Lot 8
Eau usées	Lot 8	En période de préparation de chantier	Lot 8
Electricité	Lot 9	En période de préparation de chantier	Lot 9

5.2 CANTONNEMENTS

La base-vie sera aménagée dans un bâtiment existant, mis à disposition par le MOA.

Les sanitaires et vestiaires doivent être nettoyés quotidiennement au minimum. Le fréquence de nettoyage devra assurer un état de propreté permanent.

De l'eau potable et fraîche à raison de 3L par jour et par travailleur doit être disponible.

Le dimensionnement des cantonnements pourra être revu en fonction des effectifs.

Le lot 1 aura ses propres installations de chantier pendant son intervention (type roulotte équipée).

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	10 travailleurs.	Selon le PIC	Environ 1 m ² par personne. Eclairé, chauffé, aéré. Armoires et chaises en nombre suffisant Covid 19 : mise en place de prises de poste décalées si nécessaire afin de garantir la distanciation.	Lot 04	Compte prorata	Compte prorata

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	10 travailleurs.	Selon le PIC	Environ 1,3 m ² par personne. Tables et chaises en nombre suffisant. Moyen de réchauffage Réfrigérateur Covid 19 : mise en place de services décalés si nécessaire afin de garantir la distanciation, nettoyage complet entre chaque service.	Lot 04	Compte prorata	Compte prorata
Sanitaires sur chantier	10 travailleurs.	Selon le PIC	minimum 2 WC, 2 urinoirs, 3 lavabos Eclairé, chauffé, ventilé. Approvisionné en consommables en permanence. WC séparé si présence de personnel féminin.	Lot 04	Compte prorata	Compte prorata
Salle de réunion	15 personnes	Selon le PIC		Lot 04	Compte prorata	Compte prorata

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement faire appliquer les dispositions prévues ci-dessus aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Non concerné

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 9	Lot 9

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Chaque entreprise doit équiper son personnel d'un téléphone portable.
Affichage des consignes d'urgence de secours dans les cantonnements.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Ensemble du chantier	Chaque équipe doit être équipée d'un téléphone portable.		Toutes les entreprises
Liaison avec les secours	Voir fiche En cas d'accident en annexe			
Point de rencontre	A définir sur le PIC			Lot 04
Trousse de secours	Chaque équipe de travail doit disposer d'une trousse de secours complète.			

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Interdiction de consommer de l'alcool sur le chantier.
Interdiction de brûler des déchets sur le chantier.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille seul (hors de vue et hors de voix) au point de ne pas pouvoir lui porter secours dans les plus brefs délais. Si, pour des raisons économiques, le personnel de l'entreprise travaille seul (sans aucun autre membre de la même entreprise), il devra obligatoirement être équipé d'un dispositif d'alerte pour travail isolé (D.A.T.I.). Les entreprises devront suivre les recommandations ED 985 et la R416 En cas d'accident grave, il relève du pénal avec non assistance à personne en danger pour l'employeur.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

AO SPS _ CNSMD CAMPUS ARTISTIQUE PHASE 0

3 QUAI CHAUVEAU
69009 LYON

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: LYON
RUE :3 QUAI CHAUEAU

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.72.19.81.30 .